



Et maintenant, « nous sommes tous Charlie » pour défendre nos droits et nos vies de travailleurs contre l'union nationale !

Nul doute qu'une immense vague d'indignation et d'émotion a soulevé le pays face à l'attaque à l'arme lourde contre *Charlie Hebdo*, à quoi s'est ajoutée la prise d'otages sanglante dans un supermarché kasher. Les attentats visaient les journalistes pour ce qu'ils ont écrit et dessiné, et les clients de la supérette pour leur appartenance religieuse supposée. Face à l'obscurantisme, en quelques jours, des millions de personnes sont descendues dans la rue. Pour signifier que leur émotion était la même, beaucoup ont dit « *Je suis Charlie* », même si c'était loin de représenter la diversité des sentiments exprimés.

***Charlie est « mort de rire »,
mais le ridicule ne tue pas les chefs
d'État !***

Dimanche dernier, Hollande et son gouvernement ont pris la tête d'une immense marée humaine... et d'une non moins énorme opération de récupération politicienne. Car ils en seraient morts de rage, une seconde fois, ceux de *Charlie*, de se retrouver en compagnie de cette brochette de politiciens français et chefs d'État de cinquante pays. Un bal des vampires.

Il est « Charlie », Ali-Omar Bongo, héritier de son dictateur de père qui a servi pendant 40 ans au Gabon les intérêts des capitalistes français, dont Total qui contrôle près du tiers de la production pétrolière du pays ?

Ils sont « Charlie », le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov (allez dire ça à la journaliste russe assassinée pour avoir dénoncé la guerre de Tchétchénie !), le premier ministre hongrois Victor Orban qui s'appuie sur des groupes fascistes pour étouffer la presse et faire passer ses plans d'austérité, le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy qui vient de faire voter la loi dite « du bâillon » pour empêcher les manifestations, ou encore le représentant du gouvernement turc qui emprisonne et assassine des opposants et des journalistes ?

Lundi 12 janvier 2015

Il est « Charlie » le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, dont le dernier fait d'armes est le massacre organisé de plus de 2 000 Palestiniens cet été ?

Il est « Charlie », le Premier ministre grec Antonis Samaras, qui a immédiatement réagi à l'attentat en mettant en cause les immigrés et en appelant à la fermeture des frontières ?

Comme le dit Willem, un dessinateur rescapé : « *Nous vomissons sur tous ces gens qui, subitement, disent être nos amis.* » Son collègue Luz ajoute : « *Cet unanimisme est utile à Hollande pour ressouder la nation. Il est utile à Marine Le Pen pour demander la peine de mort. Charb, Tignous, Cabu, Honoré, Wolinski auraient conchié ce genre d'attitude.* »

***Le mythe de l'union nationale, pour faire
oublier la guerre de classe à l'intérieur...***

Car c'est bien Hollande qui a invité cette « internationale des affreux » et espère ainsi dénaturer les aspirations de millions de manifestants. Une opération d'autant plus hypocrite qu'elle est menée par un gouvernement qui n'a pas lésiné, récemment, sur les entorses à la « liberté d'expression », comme les interdictions des manifestations pour Gaza cet été ou la mort du jeune manifestant Rémi Fraisse par les flics en octobre. Mais tous les partis ont, de plus ou moins bon gré, rejoint cette « unité



nationale ». Seule l'extrême-gauche – le Nouveau parti anticapitaliste, Lutte ouvrière et quelques autres groupes – l'a clairement dénoncée.

Mais plus c'est gros, plus ça passe ? Macron, le ministre-banquier qui conseillait récemment aux jeunes Français « *d'avoir envie de devenir milliardaires* » tout en peaufinant une nouvelle loi de détricotage du code du travail, pleure *Charlie* en direct à la télé. Il est pourtant le symbole de cette politique anti-ouvrière menée depuis plusieurs décennies et dont le résultat est l'état indigne des banlieues populaires, terreau de recrutement des fous de l'Islam.

Hollande, avec le renfort de la bande à Sarkozy – et Marine Le Pen en embuscade –, va tenter de profiter de la crédibilité nouvelle dont il croit pouvoir se targuer pour amplifier les attaques contre les travailleurs et étouffer les oppositions.

Dans les milieux d'origine immigrée, on craint que ces attentats n'accroissent le climat raciste. Une crainte malheureusement fondée, en témoigne la dizaine d'attaques de mosquées depuis les événements. Mais qu'on ne compte pas sur les ténors de « l'unité nationale » pour s'opposer à ces divisions. De Sarkozy à Valls, ils en sont au contraire les principaux artisans, à coups de démagogie permanente contre les travailleurs d'origine immigrée, qu'ils soient Roms, Africains ou Maghrébins.

Les amalgames ont commencé et l'exemple vient d'en haut : lors d'une réunion tenue ce dimanche, le gouvernement a annoncé que la première mesure serait le renforcement de « frontex », la police européenne des frontières, chargée de repousser les boat-people de Méditerranée... Comme si des terroristes peuplaient les embarcations de fortune des candidats à l'émigration qui meurent par milliers chaque année ! Comme si c'était l'immigration le problème alors que les trois djihadistes sont nés en France !

... et poursuivre les guerres à l'extérieur

Bush avait tiré prétexte des attentats du 11 septembre pour envahir l'Afghanistan puis l'Irak. Hollande l'imita et dès le 7 janvier a annoncé sa détermination à renforcer la prétendue « guerre contre le terrorisme ». En réalité, ces guerres incessantes ne visent qu'à maintenir la domination des multinationales, leur droit à piller les ressources naturelles. Le chaos créé par l'occupation de l'Afghanistan depuis 2001, de l'Irak depuis 2003 ou par le bombardement de la Lybie en 2011, bien loin d'affaiblir les islamistes, a créé un terreau sur lequel ils prospèrent.

De ce fait, les populations des pays musulmans sont les doubles victimes des interventions militaires occidentales et des terroristes



islamistes. Les attentats que ceux-ci organisent, y compris les rares qui ont lieu en Europe ou aux États-Unis, visent avant tout à renforcer leur dictature obscurantiste sur les territoires qu'ils contrôlent au Moyen-Orient et en Afrique. Les Algériens qui, directement ou par leur famille, ont vécu la guerre civile des années 1990, en gardent le douloureux souvenir.

Et les groupes armés qui parviennent par ces méthodes à contrôler durablement une région et ses habitants, peuvent parfois être reconnus par les grandes puissances, comme le Libyen Kadhafi avant sa chute, ou les ayatollahs iraniens aujourd'hui. Parmi eux, qui sait quels seront les prochains invités de Hollande pour battre le pavé parisien ?

Et maintenant ?

Le piège ne s'est pas encore refermé. Hollande et son équipe au service du patronat comptent bien se servir de cette nouvelle popularité tombée du ciel pour raffermir leur politique anti-ouvrière : moins de carotte encore et plus de bâton ! Beaucoup de ceux qui ont manifesté ce dernier week-end espèrent au contraire que demain ne devrait plus être comme hier. Mais il n'y a jamais eu de bon dieu pour les travailleurs ! Ils ont toujours dû se défendre eux-mêmes. Trouver les solutions eux-mêmes, dans leur nombre – on a vu ce week-end qu'il existe ! –, dans leur organisation, mais surtout pas dans des marches silencieuses – aussi massives soient-elles – derrière les chefs d'État de ce système qui appauvrit les pauvres, enrichit les riches, discrimine et bombarde.



La direction assume les suppressions au matériel...

Mais bien planquée derrière les CRS !

Pour bien finir l'année 2014 et préparer 2015, la direction avait annoncé 92 suppressions de poste à Oullins, et 400 dans les 5 ans à venir, vraisemblablement avec fermeture du site.

Les collègues à qui on avait promis pendant des mois une reprise de l'activité se sont invités au CER pour demander des comptes à la directrice de région. En arrivant, ils se sont retrouvés bloqués devant un dispositif policier hallucinant. Seuls les délégués siégeant au CER ont pu entrer, pour lire une déclaration dénonçant la lâcheté de nos patrons et leur politique de casse sociale.

Mais au moment de quitter la séance, ils se sont retrouvés à leur tour bloqués par les CRS, provoqués et insultés. Les matraques ont même été sorties en signe de menace.

Les patrons sont tous prêts à déclarer qu'ils sont Charlie, à affirmer qu'ils défendent bec et ongles la liberté d'expression... tant que les flics sont là pour empêcher leurs salariés d'utiliser la leur !

3 parts Obélix

Pas de trêves des confiseurs. Après avoir divisé son gâteau SNCF en trois EPIC pour satisfaire son appétit de profit, la direction nous prépare une rentrée aux petits oignons. Entre la bûche et la galette, elle a annoncé qu'elle voulait supprimer 1 100 postes en 2015.

Mais à force de vouloir se goinfrer sur notre dos, elle risque fort de se casser les dents sur notre colère.

Point info fantôme

Une nuit un point info a poussé comme un champignon à Lyon Part Dieu. Les agents ont eu la surprise de découvrir la bestiole et de constater qu'elle ne fonctionnait pas !

Et quand elle fonctionne l'agent est seul sans wifi avec un repose fesse à sortir de l'appareil et un pseudo chauffage qui implique qu'on se greffe dessus pour avoir un semblant de chaleur... encore une idée d'avance.

Les cheminots quant à eux ont eu la bonne idée de boycotter ce nouveau joujou de la direction !

Mouche ton nez et dis bonjour au maréchal !

À ne regarder qu'équipé de son petit sac à vomir à proximité : les vœux 2015 de voyage-sncf.com ... une chorale d'une quinzaine de bambins, tous soigneusement choisis parmi les premiers de la classe qu'on avait envie de tarter au collège, tous fiers de porter leurs culottes courtes, cravate et petits pulls pastels assortis, la raie sur le côté. Pas de filles, pas de bronzés... manquerait juste le maréchal avec sa moustache bien peignée et on se croirait aux vœux de 1941 !

Tout ça pour faire chanter à des pauvres gosses, qui n'y sont pas pour grand-chose, les tweet émerveillés des voyageurs fortunés qui trouvaient « chanmé » ou « trop cool » d'être allé à New York, Guernesey ou St Trop grâce au site agence de voyage. Sûr qu'après une fin d'année riche en allègements des plans de transport pour pouvoir écouler les congés des agents sans embaucher à la hauteur des besoins, ils ont dû trouver ça chanmé et trop cool les vrais gamins qui sont restés tard à l'école tout le mois de décembre parce que les trains de leurs parents étaient supprimés tous les soirs !

En même temps qu'elle idée de prolo d'utiliser le train pour aller bosser quand on pourrait juste spéculer depuis son hôtel des îles anglo-normandes grâce au dévouement de voyage-sncf.com !

Demi-tour marche

Désormais un TGV arrive de Paris à Lyon Part Dieu pour repartir 30min après à Paris. Objectif: optimiser les rames et le personnel !

Conséquence : le temps pour nettoyer et vérifier le train et réduit à peau de chagrin.

Quand on vous dit qu'il faut aller encore plus vite et être encore plus productifs!

Train gratuit... tous les jours!

Les usagers et les agents, encore informés au dernier moment, ont eu la surprise de découvrir que les TER étaient gratuits le 11/01 afin de pouvoir se rendre aux manifs républicaine.

Comme quoi le train gratuit pour tous, c'est possible !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : npa.cheminots.lyon@gmail.com

Faisons payer les billets par les patrons

La région Languedoc-Roussillon vient de "généraliser" le TER à 1€ après l'expérience menée sur 5 lignes, qui ont gagné en fréquentation en un an. Toutes les lignes pourront désormais proposer ces tarifs, grâce aux subventions du Conseil Régional... dans la limite cependant de 1 200 billets par jour, soit à peine 5% des trajets.

Il faut dire que le coup de comm' de la Région ne réjouit pas vraiment la direction de la SNCF: il n'y aura ni promotion en gare, ni vente aux guichets. De quoi réduire encore l'effet de cette mesure, qui ne va profiter qu'aux voyageurs connectés à Internet et habitués à prendre le train.

Pour répondre vraiment aux besoins des usagers, en particulier des travailleurs qui utilisent quotidiennement les trains régionaux, c'est la gratuité des transports qu'il faudrait obtenir... et pas uniquement financée par les impôts de ceux qui en payent, mais par les profits des patrons, qui ont besoin que les salariés se déplacent chaque jour pour leur servir de main d'œuvre.

C'est toi ?

Dans nos boîtes mail pro le mois dernier, un courrier intitulé « Cnous » vante le développement mondial du groupe SNCF, cette multinationale aux plus de 900 filiales, qui fait du pognon sur cinq continents, de la gestion du métro de Boston, à la construction de LGV au Maroc, de la Chine à Panama... et il faudrait qu'on se sente fiers des réalisations de l'entreprise, tous derrière Pepy et Rapoport ?

Fiers de leur dumping social international, du poids de la concurrence sauvage qu'ils imposent partout pour faire céder les maigres protections sociales qui protègent cheminots et travailleurs ?

Contre le patriotisme d'entreprise et pour les luttes de travailleurs, il est temps de se rappeler que le seul « c'est nous » qui tienne, c'est celui des travailleurs qui font tourner la société, et que par contre, c'est « eux » qui se partagent l'énorme gâteau des richesses produites, en nous opposant les uns aux autres selon nos pays, entreprises, statuts et bientôt conventions collectives !

Les usagers n'ont pas été oubliés

Si la direction gâte les cheminots, elle n'a pas oublié les usagers qui écotent d'une hausse de 2,6 %. Avec le système incompréhensible des billets à tarifs variables, avec des hausses déguisées, il ne faut pas s'étonner que la SNCF ait du mal à remplir certains trains.

Ce qui lui fournit le prétexte de remplacer certaines lignes par des bus, au détriment du confort, de l'environnement et de la sécurité.

Catastrophe évitée de justesse sur le RER A

Le 9 décembre, un problème de signalisation a failli entraîner un grave accident. Au triage d'Achères, un RER A s'est retrouvé à 80/90 km/h sur une voie limitée à 30 km/h ! La réaction du conducteur a évité le pire. Les 120 voyageurs ont été évacués.

La veille, des travaux électriques avaient été effectués sur cette portion de voie. Comme par hasard, les collègues étaient en sous effectif...

Incredible ces millions
de gens qui marchent
avec nous !

Heureusement que la loi sur
le travail du dimanche n'est pas
encore votée, il y aurait eu moins
de monde...



Grève générale des transports en Belgique

Rail, route et ciel étaient paralysés par la grève générale le 15 décembre en Belgique, contre la politique d'austérité et le projet de recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans a soulevé la colère.

Il serait temps de nous y mettre tous ensemble à l'échelle de l'Europe !